

gravation rapide de la pénurie d'objets manufacturés à la campagne — qui a pour conséquence la constitution défectueuse des approvisionnements en blé, — ne témoigne pas de la menace qui atteint non seulement notre circulation fiduciaire, mais la liaison entre la ville et la campagne? Ces faits ne méritent-ils pas que, dans son rapport sur le Plan pour cinq ans de l'Economie nationale, la Direction s'arrête sur les questions actuelles, au lieu de passer outre? La vie, elle, ne passera pas outre.

Camarades, je crois que nous commettrions une faute grave, si le Comité Central n'intervenait pas d'une façon sérieuse et décisive, s'il n'engageait pas la discussion sur les mesures qui pourraient localiser d'abord, puis ensuite écarter les difficultés économiques possibles. Nous allons parler de ce « Plan pour cinq ans » qui ne contient pas un seul chiffre, qui se compose uniquement de réflexions, sans aucun lien entre elles, sur les thèmes les plus divers, et qui ne fournit de perspective ni pour cinq ans, ni pour trois ans, ni pour les trois mois à venir, alors qu'il faudrait prendre des décisions urgentes et sérieuses sur les questions actuelles de la vie économique du pays. Le discours du camarade Rykov doit être complété par un rapport sur la situation réelle de notre économie, dans le moment présent, ainsi que sur les mesures préconisées par le Comité Central pour faire face actuellement à ces difficultés et les éviter dans l'avenir.

Il ne faut pas oublier que l'état actuel du marché menace d'une façon directe et immédiate la situation matérielle de la classe ouvrière et de tous les travailleurs en général. De plus, cet état du marché menace directement la liaison entre la ville et la campagne. Il constitue, enfin, une menace non moins directe envers la stabilité de notre monnaie, menace qui représenterait une perturbation formidable dans toute notre situation économique, si elle se réalisait.

Je ne veux pas dire que la situation soit critique aujourd'hui...

Une voix. — Parce que tu n'as rien à dire! *Smilga.* — Mais que l'orientation donnée au parti par le camarade Rykov, il y a trois mois, ne s'est pas trouvée justifiée. Actuellement, les événements démentent cette orientation. Avant de discuter du Plan des perspectives de développement de notre économie, il eût été intéressant de connaître la situation économique actuelle, et l'assise même de cette pyramide qui se construira en cinq ans. C'est pourquoi je prie le camarade Rykov de faire un rapport complémentaire...

Skrypnik. — Qu'avez-vous à présenter? *Smilga.* — Avant tout, nous avons à entendre. Le Comité Central a pris toutes les mesures non seulement pour m'éloigner de la participation à la direction de la vie économique, mais pour que je ne possède même pas la dixième partie de la documentation...

Une voix. — Calomnie! Calomnie! *Smilga.* — ...Que n'importe quel secrétaire du commissariat a à sa disposition. Je ne puis suivre la vie économique que d'après la presse et les mémoires qui parviennent à ma connaissance. Mais cette documentation me suffit, toutefois, à étayer les affirmations que j'ai apportées à cette tribune, en toute responsabilité. Or, ces affirmations, il faut les discuter. On ne peut passer outre. La discussion sur la situation économique sera infiniment plus profitable au parti que la discussion du Plan pour cinq ans qui ne contient aucun chiffre! Les thèses du camarade Rykov ne comportent pas d'idée d'ensemble de notre économie nationale; l'analyse des regroupements de classes à l'intérieur de notre pays y manque, ou elle n'est pas juste.

Il serait indigne du Plenum du Comité central de substituer à la discussion de la situation économique celle de ces thèses.

Une voix. — Merci bien!

Après l'exclusion de Trosky et de Zinoviev

Lettre au Plenum du C. C. et de la C. C. C.

Camarades,

L'exclusion des camarades Zinoviev et Trotsky du Comité central, un mois avant le Congrès du Parti, constitue le chaînon final de la politique, funeste pour la Révolution, et du régime, destructif pour le parti, qui ont été appliqués, au cours de ces deux dernières années, par le groupe dirigeant du Comité central.

Ce chaînon couronne une longue suite de violations les plus graves des statuts du parti et de violences manifestes à sa volonté, au moyen desquelles le secrétaire du Comité Central et son Bureau Politique se sont efforcés d'imposer leur politique au parti.

C'est précisément parce que cette politique est profondément hostile aux intérêts de la Révolution prolétarienne et à toutes les traditions de notre parti, qu'il a fallu, pour l'appliquer, créer dans le parti un régime de terreur, de bâillon, d'interdiction de toute espèce de critique, de diffamation de camarades et d'obéissance mécanique.

Il y a deux ans de cela, au XIV^e Congrès, l'opposition a déclaré ouvertement une lutte énergique à cette ligne politique et à ses méthodes d'application. L'opposition a déclaré que la plate-forme fondamentale de cette politique : « Feu à gauche ! », n'est pas autre chose qu'une formule de recul systématique devant les éléments capitalistes, un affaiblissement des positions prolétariennes, une porte ouverte à la progression des forces hostiles à la dictature du prolétariat. L'opposition a prévenu que cette ligne fait courir à la Révolution prolétarienne les plus grands périls et qu'elle est la plus grossière déformation du léninisme.

Les deux années qui se sont écoulées depuis le XIV^e Congrès confirment entièrement nos prévisions. La complète banqueroute de la ligne politique du groupe dirigeant a été, jusqu'au fond, mise à nu par les événements. L'évolution de la Révolution chinoise, le sort du Comité anglo-russe, l'affaiblissement de la situation internationale de l'U. R. S. S., les difficultés économiques intérieures, le développement de l'influence économique et politique du koulak et du Nepman, la modification de la composition sociale du parti ont montré à l'évidence que la ligne du groupe dirigeant s'est orientée de plus en plus à l'encontre des intérêts politiques de la politique révolutionnaire de classe du prolétariat. Le fait qu'à la veille du Congrès, le groupe dirigeant ait été obligé de lancer brusquement — du moins en paroles

— des mots d'ordre de gauche : la journée de sept heures, l'exemption fiscale de 35 % de paysans, l'offensive renforcée contre le koulak, et, en général, contre les éléments capitalistes, aboutit seulement à démontrer le fiasco complet de la ligne politique qui a été suivie pendant deux années par le groupe Staline-Boukharine-Rykov, son manque absolu de principe, et à faire ressortir d'un bout à l'autre l'inconsistance politique et idéologique de toute sa lutte contre l'opposition. Le Parti ne peut avoir aucune raison de croire à l'application de la journée de sept heures, au relèvement de la situation économique et politique des paysans pauvres, à « l'offensive accélérée » contre le koulak et le Nepman, par un groupe qui, pendant deux années, a suivi une politique diamétralement opposée et menée avec une violence sans précédent la lutte contre l'opposition, sous prétexte qu'elle revendiquait l'amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière, l'augmentation des salaires, l'exemption fiscale des paysans pauvres, c'est-à-dire 40 à 50 % de paysans, la limitation radicale des tendances spoliatrices des koulaks et du rôle du capital privé. Si, maintenant, il a fallu une offensive renforcée contre les éléments capitalistes, c'est uniquement parce que la politique de ces deux dernières années a laissé à ces éléments capitalistes un trop large champ de développement.

Cependant, moins la ligne politique du Bureau politique s'accordait avec les besoins réels de la direction de la Révolution prolétarienne, plus ce groupe devait peser sur la liberté de discussion dans le parti, plus il devait devenir intolérant à l'égard de la moindre manifestation critique dans le parti, plus il devenait nécessaire pour lui de cacher au parti les documents, les discours et les articles de l'opposition.

Tous les moyens sans exception ont été mis en œuvre pour créer cette atmosphère empoisonnée dans le parti. Et maintenant, à la veille du Congrès, où ce groupe doit répondre de ses énormes fautes politiques et de ses crimes de Parti, il prend toutes les mesures nécessaires pour échapper à cette responsabilité. L'interdiction de la plate-forme de l'opposition, l'exclusion par paquets des meilleurs camarades dévoués corps et âme au parti, les arrestations de communistes, enfin l'exclusion des camarades Zinoviev et Trotsky, n'ont d'autre but que d'esquiver le jugement du parti et du prolétariat.

On exclut du Comité central les camarades Trotsky et Zinoviev — de même qu'on a exclu du parti des centaines de nos adeptes — uni-